

à Sr. Patricio Aylwin Azocar
Presidente de la Republica de Chile
Palacio de la Moneda
Santiago Chile

REPUBLICA DE CHILE					
PRESIDENCIA					
REGISTRO Y ARCHIVO					
NR.	92/6961				
A:	30 MAR 92				
P.A.A.	<input type="checkbox"/>	R.C.A.	<input type="checkbox"/>	F.W.M.	<input type="checkbox"/>
C.B.E.	<input type="checkbox"/>	M.L.P.	<input type="checkbox"/>	P.V.S.	<input type="checkbox"/>
M.T.O.	<input type="checkbox"/>	ARCHIVO			
M.Z.C.	<input type="checkbox"/>				

Balma le 22 mars 1992

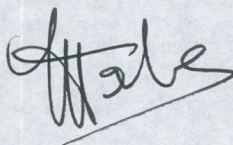
Monsieur le Président,

Permettez-moi, par ce courrier, d'attirer votre attention sur une situation qui me préoccupe vivement. Il s'agit de la "disparition" de **JOSE JULIO LLAULEN** et de **JUAN ELEUTERIO CHEUQUEPAN LEVIMILLA** ainsi que de cinq autres indiens Mapuche: **MIGUEL EDUARDO YAUFULEN MANIL**, **JOSE DOMINGO YAUFULEN MANIL**, **OSCAR RAMUALDO YAUFULEN MANIL**, **ANTONIO CEFERINO YAUFULEN MANIL** et **SAMUEL HUICHALLAN LLANQUILEN**, le 11 juin 1974, à la suite de leur arrestation par des *carabineros*.

Je me réjouis d'apprendre que des enquêtes ont été ouvertes sur certains cas de "disparitions", j'espère que ces enquêtes apporteront tous les éclaircissements utiles sur le sort qui a été réservé à ces hommes et que les responsables seront traduits en justice. Je pense que des enquêtes exhaustives sont indispensables, non seulement pour que les familles soient informées sur le sort de leurs proches, mais pour permettre que de tels faits ne se reproduisent plus.

Je suis membre d'Amnesty International, mouvement impartial de défense des droits de l'homme qui ne porte pas de jugement sur les gouvernements, mais leur demande de faire respecter les droits de l'homme universellement reconnus. Amnesty International ne prend pas position sur la question de l'octroi d'amnisties aux personnes reconnues coupables. Elle estime toutefois que de telles mesures ne devraient jamais empêcher que des enquêtes exhaustives soient menées, ni priver les familles des leurs droits.

Dans l'espoir que vous comprendrez le but de ma lettre qui n'a aucun parti pris politique, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



Fabre M.
18, rue du Verger
31130 Balma